

Haniyeh rejette le référendum proposé par Abbas

Page B 1



La connaissance du monde passe par l'action

Page A 4

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCVII N° 124

LE LUNDI 5 JUIN 2006

87c + TAXES = 1\$

CONSOMMATION

Des puces espionnes dans nos vies

L'identification par radiofréquence se prépare à remplacer le traditionnel code-barre

FABIEN DEGLISE

Votre passion malade pour les équipements électroniques, pour les chaussures en crocodile, pour les boissons énergétiques mais aussi vos infidélités commerciales et vos déplacements dans un centre commercial, calculés au centimètre près, sont sur le point d'être percés à jour.

Véritable révolution dans le domaine de l'étiquetage, l'IRF se prépare à déloger dans les prochaines années le traditionnel code-barre, dit-on.

«A l'heure actuelle, il semble qu'il n'y ait aucun cadre solide de gestion des risques à la protection des renseignements personnels pour régir l'utilisation de l'IRF», écrit Jennifer Stoddart, Commissaire à la protection de la vie privée du Canada dans son rapport annuel rendu public la semaine dernière à Ottawa.

VOIR PAGE A 8: PUCES

Appel au calme à Toronto

Une mosquée vandalisée après l'arrestation de sept présumés terroristes



J.P. MOCZULSKI REUTERS

Ces musulmans, photographiés devant le lieu de culte que fréquentaient six des personnes arrêtées, écoutaient hier des dirigeants de leur communauté qui ont mis en garde les Canadiens contre la tentation de faire un lien entre l'islam et les mouvements terroristes.

ALEXANDRE SHIELDS

Les leaders de la communauté musulmane et les autorités policières ont imploré hier les Canadiens de ne pas sombrer dans la haine raciale envers la communauté musulmane, à laquelle appartenaient les présumés terroristes interpellés vendredi soir à Toronto.

«Il est certainement possible que cet acte de vandalisme [perpétré contre une mosquée torontoise] ait été motivé par la haine. La haine, peu importe sa forme et certainement lorsqu'il est question de violence et de bris de propriété, ne sera pas tolérée ici.

mais sur la politique, la violence et le terrorisme.

Les organisations musulmanes canadiennes ont elles aussi condamné unanimement le terrorisme et appelé à la tenue d'un procès impartial pour les accusés.

VOIR PAGE A 8: TORONTO

Lire autre texte en page A 3



FIFA FUSSBALL-WELTMEISTERSCHAFT DEUTSCHLAND 2006

LA COUPE DU MONDE VOUS PARLE

Danse et compte

Quand on demandait à Wilt Chamberlain, la supervedette du basketball des années 1960 dont la taille dépassait les 7 pieds à une époque où la chose était rarissime, pourquoi il se faisait chahuter dans la plupart des amphithéâtres où il se produisait, sa réponse était toute prête: «Personne ne prend pour Goliath.» Le sport, miroir en concentré de la vie



Jean Dion

(c'est une métaphore, et pas terrible à part ça), suscite en effet chez le fan moyen un engouement pour le négligé. Mais s'il y a une exception, elle est de taille: l'équipe nationale de football du Brésil, dont, à ses 200 millions de supporters enfiévrés au pays, on se demande s'il ne faudrait pas ajouter un bon milliard de sympathisants aux quatre coins du monde.

Paradoxe: alors que son jeu se fonde sur l'invention, l'esthétisme, la spontanéité, l'improvisation créatrice, la Seleçao s'est vu accoler malgré elle, au fil du temps, une épouvantable collection de clichés. Elle ne doit pas seulement gagner, il faut que ça soit spectaculaire. Les joueurs ne jouent pas au ballon, ils dansent avec (ahl la samba!...)

Malgré elle? Il faut dire que les Brésiliens eux-mêmes alimentent la machine à lieux communs. Le milieu de terrain de Barcelone, Ronaldinho: «Nous essayons toujours de faire en sorte que notre jeu soit beau.» L'entraîneur-chef Alberto Carlos Parreira: «Il ne sert à rien d'être les favoris si nous ne prouvons pas

VOIR PAGE A 8: DANSE

INDEX

Table with 2 columns: Topic and Page number. Includes Announces, Avis publics, Convergence, Culture, Décès, Économie, Éditorial, Idées, Météo, Monde, Mots croisés, Religions, Sudoku, Télévision.

L'ENTREVUE

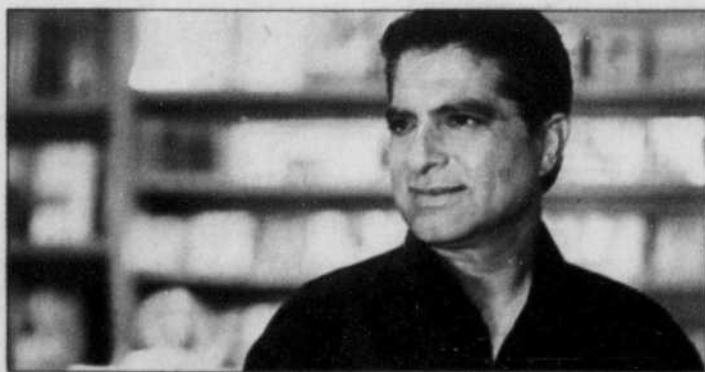
Le magicien de la conscience

Le Dr Deepak Chopra se fait le chantre de la médecine intégrée

Médecin militant pour la paix et l'élargissement des consciences, ami des grands de ce monde, Deepak Chopra a grandi en Inde pour ensuite émigrer et faire sa formation d'endocrinologue aux États-Unis. Mais cela ne lui a pas suffi.

CAROLE VALLIÈRES

Deepak Chopra est toujours en train d'écrire. «Je réfléchis tout le temps aux différents aspects de la guérison, à la conscience, aux états de conscience.» Il compte publier quatre livres cette année (dont un sur la mort)! Et comme il voyage beaucoup, il écrit surtout à bord des avions.



Le Dr Deepak Chopra

JEREMIAH SULLIVAN

Dans Les Sept Lois spirituelles du succès, Deepak Chopra ajoute que c'est la capacité de réaliser nos désirs avec facilité et sans effort qui est la clé du succès. Et cette notion de fluidité, d'harmonie, plutôt que d'effort et d'acharnement, est au cœur de la démarche qu'il propose.

sont des éléments importants, certes, mais rien n'est prioritaire excepté... se la couler douce! C'est un médecin qui dit cela? «Je me considère plutôt comme un guérisseur, mais, oui, je suis médecin; je pratique en Californie et au Massachusetts. Je conseille aussi des chefs d'entreprise qui mettent en

VOIR PAGE A 8: CHOPRA

PÉROU



Alan Garcia se déclare vainqueur de la présidentielle

À lire en page B 1

Advertisement for 'PRÉSENCE AUTOCHTONE' festival in Montreal, featuring indigenous art and music.

POLITIQUE

Lawrence Cannon, Gérald Tremblay et le complot déjoué à Toronto

Il n'y a pas lieu de s'alarmer



Chantal Hébert

Flirt québécois et mariage gai

Il n'est désormais plus possible de douter de la volonté de Stephen Harper de fermer le dossier du mariage gai. Si le premier ministre avait voulu ressusciter la version exclusivement hétérosexuelle du mariage civil, il aurait pu présenter un projet de loi en ce sens. Mais tel n'est pas le sens de la question qui sera posée aux députés l'automne prochain.

Même si les
Communes
voulent
relancer
le débat,
il est loin
d'être
certain
que le Sénat
emboîterait
le pas

Plutôt que de les sonder pour savoir s'ils sont pour ou contre le droit au mariage pour les conjoints de même sexe, on leur demandera de se prononcer sur la pertinence de rouvrir le dossier. Dans la mesure où le débat ne porte pas sur une question de fond mais plutôt sur une affaire de forme, on peut même s'interroger sur le projet de la soumettre à un vote libre.

Quoi qu'il en soit, plusieurs de ceux qui encore hier votaient contre l'accès au mariage civil pour les couples gays ont déjà indiqué qu'ils répondraient par la négative à la question du gouvernement cet automne. Ils le feront d'autant plus aisément que, depuis que le gouvernement de Paul Martin a élargi la portée du mariage civil, il y a eu des élections et que les quelques députés conservateurs qui avaient voté pour la loi ont été réélus sans encombre.

Au cours de la dernière campagne, le Parti libéral a fait au moins autant de «millage» en accusant ses adversaires d'avoir le projet caché de vouloir contourner la Charte des droits pour retirer des droits aux homosexuels et peut-être un jour aux femmes qui désirent un avortement que le Parti conservateur en défendant le caractère exclusivement hétérosexuel du mariage.

L'engagement de Stephen Harper de revoir la question n'a d'ailleurs jamais autant menacé les acquis des conjoints de même sexe sur le front du mariage civil que les perspectives électorales à plus long terme de son Parti conservateur.

Même si la Chambre des Communes voulait relancer le débat pour reculer l'horloge du mariage au Canada, il est loin d'être certain que le Sénat emboîterait le pas et, même s'il le faisait, il est encore moins certain qu'une loi visant à interdire le mariage civil aux couples homosexuels trouverait grâce aux yeux des tribunaux. Dans tous les cas, le débat s'étirerait sur la durée du mandat prévisible du gouvernement actuel pour presque certainement finir en queue de poisson. Stephen Harper s'est déjà engagé à ne pas recourir à la clause dérogatoire pour rétablir le caractère exclusivement hétérosexuel du mariage.

À l'époque de Brian Mulroney, ce sont les députés conservateurs du Québec qui avaient fait la différence dans le débat sur le rétablissement de la peine de mort. En votant massivement contre ce projet, ils avaient fait pencher la balance dans le sens du statu quo.

Aujourd'hui encore, un gouvernement conservateur arrondit certains des coins de son idéologie pour mieux l'emporter dans le Canada urbain en général et au Québec en particulier. C'est ici qu'une croisade conservatrice contre le mariage gai le placerait le plus en porte-à-faux avec ses espoirs de croissance électorale.

Dans le reste du Canada, on remarque de plus en plus que la cour que mène Stephen Harper pour séduire l'électorat québécois a un effet modérateur sur le discours de son gouvernement. C'est une tendance qui pourrait aller en s'accroissant. Par exemple, l'idée que M. Harper devra hausser la barre de sa performance en environnement pour consolider ses acquis au Québec fait son chemin au sein du gouvernement.

Il est beaucoup trop tôt pour savoir si le premier ministre réussira à créer la zone de confort qui permettrait à son gouvernement de devenir majoritaire aux prochaines élections. Mais déjà, l'idée qu'il lui suffira de régler le déséquilibre fiscal à la satisfaction des élites fédéralistes québécoises pour arriver à ses fins au Québec paraît de plus en plus courte.

Dans la mesure où le Parti libéral — sous son prochain chef — ne se met pas en travers de la réforme du fédéralisme des conservateurs, la question sera largement neutralisée comme enjeu électoral. Dans un tel scénario, les Québécois seraient confrontés à des conservateurs et à des libéraux qui souscrivent à un même ordre fiscal mais qui défendent, pour le reste, des valeurs différentes. En règle générale, la tendance lourde au Québec va dans le sens du progressisme plutôt que du conservatisme.

Tout indique que le gouvernement Harper aura encore bien des occasions de faire de la modération une de ses grandes vertus d'ici au prochain scrutin. En présentant un projet de loi prévoyant des élections à date fixe la semaine dernière, le premier ministre a vraisemblablement reculé l'échéance électorale fédérale, peut-être pas jusqu'à l'automne de 2009 comme le prévoirait la future loi mais probablement au-delà du printemps prochain et probablement pas avant l'année suivante.

Si son gouvernement a le vent dans les voiles dans un an, on imagine mal que les partis d'opposition se précipiteront pour le défaire et lui donner la chance de transformer sa minorité en majorité. Rares sont les partis qui sont enclins à s'envoyer eux-mêmes à l'abattoir.

Stephen Harper qu'on décrit souvent comme le premier ministre le plus «contrôlant» de l'histoire récente du Canada a néanmoins cédé à l'opposition le contrôle sur sa destinée à court terme en renonçant au pouvoir d'abréger lui-même les jours de son gouvernement minoritaire. L'avenir dira s'il aura l'occasion de s'en mordre les doigts.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.
chebert@thestar.ca

En tant qu'ex-conseiller municipal de Cap-Rouge de 1979 à 1985, puis de Gatineau de 2001 à 2005, en plus d'avoir été président de la Société de transport de l'Outaouais et président de l'Association de transport urbain du Québec, Lawrence Cannon s'est retrouvé en terrain familier au congrès annuel de la Fédération des municipalités du Canada, avec qui il s'engage à maintenir le contact.

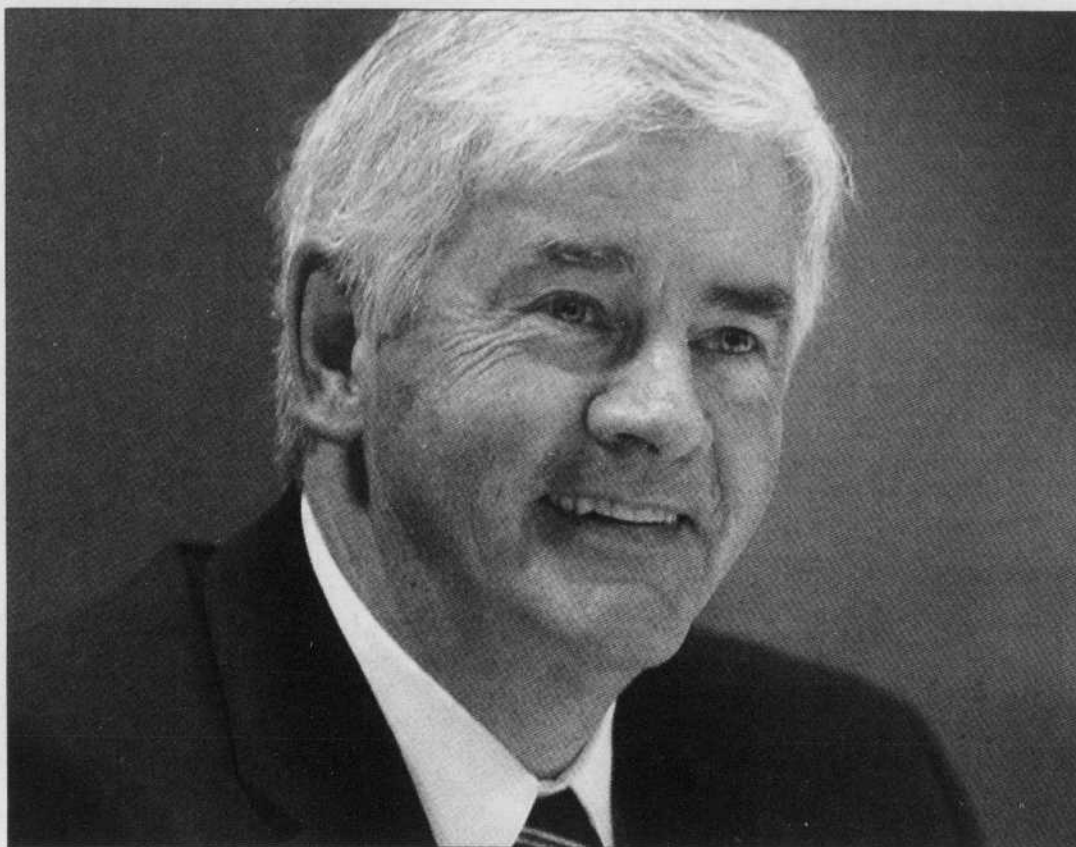
CLAUDE TURCOTTE

Le gouvernement fédéral a beaucoup investi depuis cinq ans pour assurer la sécurité des citoyens et il n'y a pas lieu de s'alarmer maintenant, à la suite des arrestations de présumés terroristes à Toronto. C'est le nouveau ministre conservateur, Lawrence Cannon, qui l'a affirmé tout juste après avoir terminé une allocution devant la Fédération canadienne des municipalités. Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a également voulu rassurer la population en affirmant qu'il n'y avait aucun lien entre cette cellule découverte à Toronto et la situation à Montréal qui est sous une surveillance constante depuis le 11 septembre 2001.

Avant de s'adresser aux journalistes, M. Cannon venait tout juste de rappeler aux maires et aux conseillers réunis pour le congrès annuel de leur fédération que le récent budget fédéral avait confirmé l'intention du gouvernement d'investir 95 millions pour accroître la sécurité dans le transport sur rail, les transports en commun et dans les aéroports. Est-ce que les arrestations à Toronto sont de nature à calmer la droite américaine, a demandé un journaliste? Le ministre a refusé de s'engager sur ce terrain miné, se limitant à féliciter les services canadiens de renseignements pour leur efficacité.

Par ailleurs, sur la question des passeports que les Américains songent à imposer à tous les visiteurs canadiens, un scénario qui suscite beaucoup d'inquiétudes parmi la classe municipale canadienne, M. Cannon a fait valoir que l'amélioration des relations entre le Canada et les États-Unis depuis la rencontre du président Bush et du premier ministre Harper avait déjà permis d'en arriver à un règlement dans le dossier du bois d'œuvre; en outre le Sénat américain a repoussé d'un an et demi le projet de rendre le passeport obligatoire.

Enfin, le ministre Stockwell Day travaille avec son homologue américain sur des façons d'améliorer la sécurité dans les villes.



Lawrence Cannon, ministre des Transports, hier à Montréal

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Claude Dauphin, président de la Conférence régionale des élus de Montréal, a mentionné avoir parlé hier matin au directeur de la police de Montréal, Yvon Delorme. Celui-ci lui aurait déclaré que Montréal avait accès aux mêmes sources d'information que les corps policiers à l'œuvre en Ontario. Comme le maire Tremblay, M. Dauphin a souligné que les autorités montréalaises participaient à un comité de vigie avec la communauté musulmane, laquelle serait très satisfaite des bons rapports existants.

Pour ce qui est de sa conférence devant les maires, M. Cannon s'est présenté comme le titulaire d'un ministère qui, pour la première fois dans l'histoire du gouvernement canadien, est l'unique responsable de tous les outils disponibles pour venir en aide aux municipalités, c'est-à-dire les investissements, les lois, les réglementations, les politiques et les programmes. Cela a été fait pour réduire les barrières entre les bureaucraties et pour établir un contexte permettant des déci-

sions intégrées visant des objectifs clairs, a expliqué le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités. Au chapitre des infrastructures, le récent discours du budget annonçait des mesures totalisant 16,5 milliards au cours des quatre prochaines années. «Notre but est de miser sur la vitalité des villes et des communautés et d'utiliser le système de transport pour rendre le Canada plus compétitif dans l'économie globale», a soutenu M. Cannon.

Reprenant le discours là où son chef l'avait situé à sa visite devant les maires vendredi dernier, le ministre a réitéré la volonté du gouvernement de respecter les compétences des provinces et d'entretenir aussi un dialogue avec les municipalités pour bâtir des partenariats de manière cohérente en liant les investissements à des priorités et des principes qui auront été préalablement établis.

Le Devoir

Kyoto, Afghanistan

La stratégie conservatrice a peu d'appui

Ottawa — Une majorité de Canadiens s'oppose aux stratégies du gouvernement conservateur relatives à la mission de l'armée canadienne en Afghanistan et au protocole de Kyoto, et cette opposition est encore plus marquée au Québec, révèle un nouveau sondage.

Seulement quatre Canadiens sur dix appuient la décision du gouvernement conservateur de prolonger de deux autres années la mission militaire en Afghanistan, indique ce sondage, fourni à la Presse canadienne par la firme de recherche Décima.

Et moins du tiers des personnes sondées sont d'accord avec l'approche conservatrice visant à délaissier l'accord de Kyoto pour lui préférer une approche «canadienne» de la lutte contre les changements climatiques. Sur ces deux questions, l'appui recueilli est particulièrement faible au Québec, que les stratégies du premier ministre Stephen Harper voient comme une province cruciale pour transformer leur statut minoritaire actuel en gouvernement majoritaire aux prochaines élections.

À l'échelle nationale, 41 % des personnes interrogées se disent favorables (dont 11 % très favorables) à la prolongation du déploiement des troupes canadiennes en Afghanistan. 44 % se disent opposées (dont 24 % fortement opposées), les autres se disant indécises ou refusant de se prononcer. Au Québec, l'exten-

sion de la mission ne recueille que 31 % d'appuis, tandis que 64 % sont contre.

Quant au protocole de Kyoto, 59 % de l'ensemble des Canadiens estiment que l'accord est important pour le Canada et que le pays ne devrait pas se retirer du traité. 31 % sont d'avis qu'il importe peu qu'Ottawa respecte le traité, à condition qu'il y ait une solution de rechange pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les Québécois appuient Kyoto à 66 %, tandis que 27 % sont favorables à une solution de rechange.

Ce sondage téléphonique a été mené auprès de 1020 personnes du 25 au 28 mai. Ses résultats comportent une marge d'erreur n'excédant pas 3,1 %, 19 fois sur 20. Selon le p.-d. g. de Décima, Bruce Anderson, il ne semble pas que l'insatisfaction à l'égard des politiques gouvernementales concernant l'Afghanistan et Kyoto soit suffisante pour nuire à la popularité du gouvernement. D'autres données recueillies au cours de la même période de sondage, et rendues publiques plus tôt, indiquaient que les conservateurs demeuraient le parti préféré de 38 % des individus sondés, tandis que les libéraux recueillaient la faveur de 29 % d'entre eux, et les néo-démocrates, 21 %. Au Québec, le Bloc recueillait 35 % d'appuis, contre 31 % pour les conservateurs au deuxième rang.

Presse canadienne

EN BREF

Feu vert au bœuf canadien

Edmonton (PC) — La décision de la Thaïlande de permettre l'importation de bœuf du Canada pourrait motiver les autres pays de la région à en faire autant, estiment les producteurs canadiens. «Nous faisons des progrès continuellement, et la décision de la Thaïlande le prouve», affirme Darcy Davis, président des Producteurs de bœuf de l'Alberta. «La Thaïlande n'est pas un gros marché pour le bœuf canadien, mais chaque fois qu'un pays ouvre ses portes au bœuf, cela crée un effet d'entraînement», a-t-il dit. La décision de la Thaïlande porte sur les produits de bœuf âgés de moins de 30 mois. De nombreux pays ont fermé leur frontière au bœuf canadien après la découverte en 2003 d'un premier animal atteint d'ESB. Depuis, quatre autres cas ont été détectés dans les troupeaux canadiens. Les deux derniers cas ont été signalés en janvier et en avril. — PC

Déversement de carburants

Charette — Un train de marchandises du Canadien national transportant des produits dangereux a déraillé en début d'après-midi hier dans le rang Bellechasse à Charette, en Mauricie. Quinze wagons contenant des produits chimiques et des hydrocarbures ont quitté la voie ferrée. Parmi les wagons qui ont déraillé, trois ont subi des dommages. L'un d'eux a complètement perdu son chargement. Il pourrait s'agir de 100 000 litres de diesel. Des fuites ont également été détectées dans les deux autres wagons, dans lesquels il y aurait de l'essence. Les autorités s'inquiètent des dangers pour l'environnement que pourrait causer ce déversement d'hydrocarbures dans la rivière située tout près du déraillement et qui se jette dans le fleuve Saint-Laurent. — PC

Destinations

NOUVEAU Spa Nordique

L'EAU À LA BOUCHE
HOTEL - SPA - RESTAURANT

450 229-2991

3003, boul. Sainte-Adèle
Sainte-Adèle, Québec J8B 2N6
www.leualabouche.com

Ouvert à tous!
Accès au spa 35 \$ par personne

A new twist to English

Approuvé par le MELS

Student's book - 23,95 \$ chacun

**Pamela GUNNING • Rachel LALONDE
Micheline SCHINCK • Wynanne WATTS**

A NEW TWIST TO ENGLISH

Anglais langue seconde
2^e cycle du primaire

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

LIDEC inc.
(514) 843-5991

Michel DAVID

MISE AU POINT

Préparation aux examens de lecture et d'écriture au primaire.

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

GUERIN, éditeur inc.
(514) 842-3481

TENNIS

Mauresmo s'incline à Roland-Garros

Page B 4



CULTURE

La langue de Jean Dion décortiquée

Page B 8



LE MONDE

PROCHE-ORIENT

Le Hamas rejette le référendum proposé par Mahmoud Abbas

Olmert et Mubarak s'engagent pour des contacts israélo-palestiniens

Tandis qu'à Charm el-Cheikh, le président égyptien, Hosni Mubarak, et le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, s'engageaient à œuvrer pour une reprise des pourparlers israélo-palestiniens, le fossé s'est encore creusé hier entre le Hamas et le Fatah, à la veille de l'expiration d'un ultimatum fixé par le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

une reconnaissance implicite de l'État d'Israël. Hier, l'impasse semblait totale entre le gouvernement dirigé par les radicaux du Hamas et l'Autorité palestinienne présidée par Abbas, un modéré du Fatah. Le président de l'Autorité palestinienne a demandé au gouvernement de Haniyeh d'accepter d'ici demain un plan appelant à la création d'un État palestinien en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et à Jérusalem-Est, aux côtés de l'État hébreu, ce qui équivaldrait à une reconnaissance de fait d'Israël par le Hamas. En cas de refus du Hamas de respecter cet ultimatum, Abbas a menacé d'organiser un référendum pour demander directement au peuple palestinien de se prononcer sur ce plan, et donc de trancher entre le Hamas et le Fatah. «Si le Hamas ne donne pas une réponse positive, Abbas prendra un décret présidentiel appelant à un référendum», a prévenu hier Azam al-Ahmad, un responsable du Fatah, lors d'une conférence de presse à Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne. Et on se dirigeait vers une crise politique puisque

le premier ministre palestinien lui-même a jugé illégale hier l'idée d'un tel référendum. «Le droit fondamental local et les avis que nous avons recueillis auprès d'experts en droit international montrent que les référendums ne sont pas autorisés en terre palestinienne», a fait valoir Ismaïl Haniyeh devant la presse. Il a cependant ajouté qu'il poursuivait le dialogue avec le président l'Autorité palestinienne.

Mahmoud Abbas fait le pari que son plan destiné à sortir les territoires palestiniens de leur isolement international sera approuvé par référendum et que le peuple palestinien désavouera ainsi le gouvernement qu'il a porté au pouvoir en janvier. Israël refuse de discuter avec un gouvernement palestinien dirigé par un mouvement — le Hamas — qui ne reconnaît pas son existence.

Sur le terrain, les heurts interpalestiniens se sont poursuivis hier entraînant la mort de cinq Palestiniens

VOIR PAGE B 2: HAMAS

IBRAHIM BARZAK

Gaza — Le bras de fer est engagé entre le Hamas et le Fatah. Le premier ministre palestinien Ismaïl Haniyeh a rejeté hier la menace de référendum de Mahmoud Abbas. Le président de l'Autorité palestinienne a donné au gouvernement jusqu'à demain pour accepter une proposition qui aboutirait à

Irak, Afghanistan, la catastrophe

Malgré sa légendaire discrétion et son absence de la cour des Grands, le Canada effaré découvre aujourd'hui qu'il peut, lui aussi, se retrouver dans la ligne de mire des terroristes. Intuitivement, les Canadiens semblent bien d'avis que les choix politiques — tout comme les engagements militaires — de leur gouvernement fédéral sont en rapport direct avec ce danger du terrorisme, nouvelle obsession des temps modernes.

Soit que ces engagements et ces choix ont pour effet (judicieux) de combattre et de faire reculer la menace — c'est la théorie de Stephen Harper et George Bush. Soit qu'ils ont, au contraire, pour effet pervers de l'alimenter et de la faire croître.

C'est la seconde hypothèse qui retient le plus l'attention aujourd'hui, alors que les nouvelles d'Irak (ce qu'on savait), mais aussi celles d'Afghanistan (ce qui reste moins connu) se font chaque jour plus alarmantes. Alarmantes... et similaires.

Négligé, oublié, resté dans l'ombre — en 2003 et 2004 — de la chaotique expédition d'Irak, l'engagement américain et allié en Afghanistan était souvent opposé à l'imbroglio irakien, sur le mode positif.

Alors que l'invasion de l'Irak était largement perçue dans le monde comme illégitime (et pas seulement par une poignée de gauchistes professionnels de l'anti-américanisme), l'intervention en Afghanistan était vue comme un acte de légitime défense. Dans la foulée directe des attentats du 11 septembre, et avec dans ce cas la bonne cible: le régime des talibans. L'ONU avait dit oui — au contraire de ce qui s'est passé en Irak —, et la participation non-américaine à la mission afghane était significative: la France, l'Allemagne, le Canada et d'autres ont répondu «présents!»

Dans la version officielle, il s'agissait non seulement de faire tomber les talibans et de neutraliser les bases terroristes qu'ils accueillent sur leur territoire, mais de faire également de l'Afghanistan un exemple d'espoir, de solidarité internationale, de reconstruction réussie d'un pays. Avec, à la base, la belle théorie — reprise hier par le chef du Bloc québécois — selon laquelle «il faut traiter le terrorisme à la source». Donc s'attaquer à la misère, pour prévenir la frustration destructrice qu'elle engendrerait.

Mais «légitime à la base» — parce que bien intentionnée, transparente et honnête, du moins au début —, cela entraîne-t-il que l'intervention s'avèrera forcément «utile» et «efficace»? La moralité fondatrice de l'entreprise afghane sauvera-t-elle la mise, alors que, pour ce qui est de l'Irak, les manipulations et mensonges de 2002-2003 condamneraient l'Oncle Sam aux feux de l'Enfer?

Ce n'est pas si simple. Malgré des antécédents contrastés, les faits sur le terrain, en 2006, semblent au contraire montrer de plus en plus de convergence entre les deux situations. Et ce, même si le passé historique des Irakiens et celui des Afghans (qui ont, sur leur territoire, repoussé victorieusement l'empire britannique au XIX^e siècle, puis l'empire soviétique au XX^e) diffèrent considérablement.

Aux États-Unis, c'est maintenant le scandale (à retardement) sur le massacre d'Haditha, perpétré en novembre 2005 dans cette ville au nord-ouest de Bagdad. Un épisode au cours duquel — c'est la présomption de plus en plus répandue — un bataillon de marines aurait tué de sang-froid 24 civils désarmés, dans leurs demeures, en réaction brutale à la mort d'un camarade.

Mais cet épisode — nouveau grain dans un chapelet déjà long de turpitudes — n'est ni totalement nouveau, ni exclusif à l'Irak. Les bavures de l'armée américaine contre des civils — dont on a beaucoup parlé la semaine dernière, au-delà même du drame d'Haditha — ressortent soudain... Les langues se délient... Mais ces bavures font partie du quotidien en Irak depuis l'automne 2003!

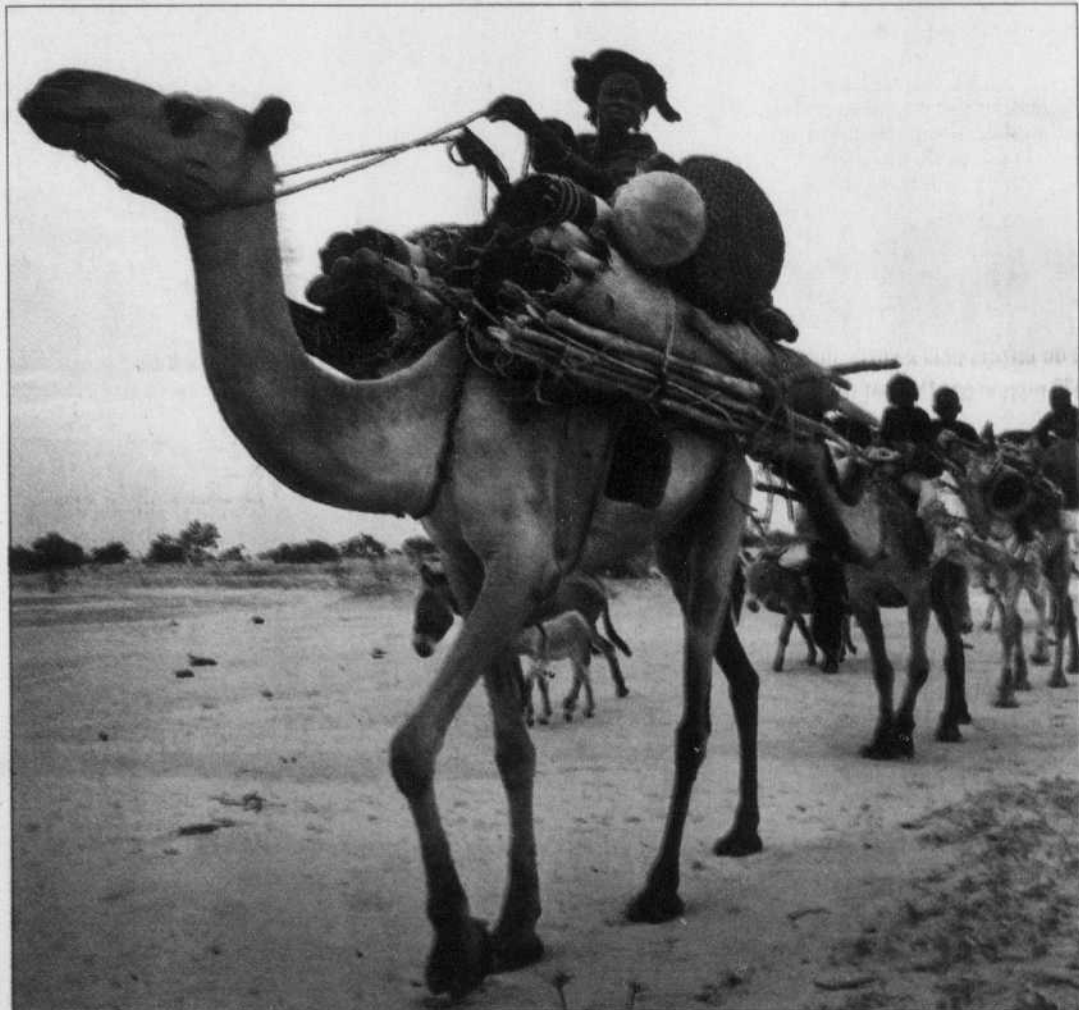
Car les terroristes ne sont pas les seuls à tuer des civils de leurs balles et de leurs bombes — de façon intentionnelle ou non. Nir Rosen, un journaliste indépendant qui a passé deux des trois dernières années en Irak, ose même écrire dans le *Washington Post* que «l'armée américaine en Irak est devenue une milice parmi d'autres»... et tout aussi dangereuse pour les civils!

Mais ce qu'il faut relever, c'est que, durant la même semaine, des épisodes très semblables — et notamment, il y a sept jours, l'incident du «camion fou» à Kaboul, qui a fait plusieurs morts et qui a provoqué une émeute spontanée aux forts accents anti-américains — se sont déroulés en Afghanistan.

L'Afghanistan où, également, des civils innocents ont reçu des balles et des missiles perdus. L'Afghanistan où, également, les forces étrangères ne contrôlent qu'une partie du territoire et se heurtent à une hostilité croissante. L'Afghanistan où, également, la reconstruction économique reste une vue de l'esprit.

Et l'Afghanistan où — comme en Irak — des leaders politiques locaux, qu'on croyait «marionnettes» des Américains... dénoncent explicitement ces bavures, soulignent leur caractère «habituel»... et réclament une justice qui soit indépendante du Grand Frère américain. Irak et Afghanistan, cela paraît de plus en plus... «même combat!» Un combat perdu?

François Brousseau est chroniqueur et affectateur responsable de l'information internationale à la radio de Radio-Canada.



Une caravane passe dans le désert nigérien. L'ONU estime que les déserts sont en danger, particulièrement en Arabie saoudite, en Syrie, au Pakistan, en Chine, au Tchad, en Irak et au Niger.

Les déserts «menacés comme jamais auparavant»

Un rapport de l'ONU sonne l'alarme

PHIL HAZLEWOOD

London — Les déserts sont menacés «comme jamais auparavant» alors qu'ils pourraient être un trésor de ressources pour la planète par la production d'énergie solaire ou de plantes médicinales, avertit l'ONU dans un rapport publié à l'occasion aujourd'hui de la journée mondiale de l'Environnement.

«Loin d'être des terres arides, les déserts apparaissent comme dynamiques à la fois sur le plan biologique, économique et culturel, tout en subissant les pressions du monde moderne», a expliqué à cette occasion Shafiq Kakakhel, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).

«Les déserts ont un véritable potentiel économique et des moyens de subsistance, soulignant si nécessaire que l'environnement n'est pas un luxe, mais un élément clé pour lutter contre la pauvreté et atteindre les objectifs de développement que s'est fixés la communauté internationale», a-t-il ajouté. Un quart au moins des terres émergées de la planète — 33,7 millions de kilomètres carrés — sont considérées comme désertiques. Cinq cents millions de personnes y habitent, selon le rapport du PNUE.

Mais leurs paysages uniques, leurs cultures, leurs flore et faune particulières risquent de disparaître faute d'intervention, avertit, lors d'une conférence de presse à Londres, un des auteurs du rapport, Andrew Warren, professeur de géographie à l'University College London. «Ce qui m'inquiète, c'est qu'ils sont menacés comme jamais auparavant par le changement climatique, la surexploitation des nappes phréatiques, la salinisation et la disparition de la faune», a-t-il dit.



«Ces déserts sont des écosystèmes dynamiques et uniques»

La température des régions désertiques a augmenté entre 0,5 et 2 degrés Celsius entre 1976 et 2000, bien plus que la hausse de 0,45 °C enregistrée en moyenne sur le reste de la planète. Les températures dans les déserts pourraient augmenter de 5 à 7 degrés d'ici à 2071-2100.

L'assèchement des rivières, l'utilisation parfois peu efficace de l'eau pour irriguer et la croissance démographique vont accentuer la pénurie d'eau. L'Arabie saoudite, la Syrie, le Pakistan, l'ouest de la Chine, le Tchad, l'Irak, le Niger vont être particulièrement affectés, prédit le rapport.

La construction de routes, la pollution, le tourisme, la chasse menacent la faune et plusieurs espèces du désert sont en voie de disparition ou en rapide diminution. Son utilisation parfois comme terrain d'entraînement militaire, prison, ou camp de réfugiés affecte également le désert.

Énergie, alimentation, médecine
«Ces déserts sont des écosystèmes dynamiques et uniques, qui s'ils sont traités avec ménagement, peuvent fournir des réponses à de nombreux défis auxquels nous faisons face aujourd'hui, que ce soit pour l'énergie, l'alimentation, ou la médecine», a fait valoir Zaveh Zahedi, directeur adjoint du centre de surveillance de la défense de l'Environnement du PNUE, basé à Cambridge. Les déserts pourraient devenir des centrales électriques non polluantes du XXI^e siècle, en utilisant les ressources du soleil et du vent. Un désert de la taille du Sahara pourrait capturer assez d'énergie solaire pour répondre aux besoins d'électricité de monde entier, selon M. Zahedi.

VOIR PAGE B 2: DÉSERT

PÉROU

Alan Garcia se déclare vainqueur de la présidentielle

Des résultats partiels officiels lui attribuent 55,46 % des voix

GILLES BERTIN

Lima — L'ancien président social-démocrate Alan Garcia, arrivé en tête de la présidentielle au Pérou selon les premiers résultats officiels partiels, a proclamé sa victoire hier soir face au militaire nationaliste Ollanta Humala.

M. Garcia, 57 ans, compte plus de onze points d'avance sur M. Humala, 43 ans, avec 55,46 % des voix contre 44,54 %, selon des résultats portant sur plus de 77 % des suffrages au niveau national, a annoncé la Commission électorale.

«Je remercie le peuple du Pérou qui nous a donné son vote majoritaire» a déclaré M. Garcia devant des milliers de militants de son parti de l'APRA (social-démocrate).

M. Garcia a été perçu par les électeurs conservateurs et les milieux modérés comme un rempart contre l'aventurisme de M. Humala, présenté comme le «Chavez péruvien» et partisan de la nationalisation des ressources naturelles dans ce pays andin, l'un des plus pauvres d'Amérique du Sud.

Alan Garcia s'est réjoui de la défaite du président vénézuélien Hugo Chavez qui voulait «nous intégrer dans sa stratégie d'expansion du modèle militariste et rétrograde qu'il prétend implanter en Amérique du Sud». «Chavez, écoute. Alan a déjà gagné!», a répondu la foule surchauffée.

Après un discours enflammé annonçant une ouverture de son futur gouvernement, Alan Garcia a terminé son meeting en chantant la marche de son parti sur l'air de l'hymne national français, la *Marseillaise*.

VOIR PAGE B 2: PÉROU



Alan Garcia est allé voter hier dans un bureau de Lima, où il a été accueilli avec chaleur.

PÉROU

SUITE DE LA PAGE B 1

De son côté, Ollanta Humala, visage tendu, a déclaré qu'il attendrait les résultats officiels et a remercié ses militants d'avoir «réveillé la conscience péruvienne».

Quelque 16 millions de Péruviens ont été appelés aux urnes hier pour choisir leur futur président pour cinq ans. Aucun incident n'a été signalé durant la journée électorale dans le pays, où 90 000 soldats et policiers avaient été déployés pour protéger les 85 000 bureaux de vote.

Lex-président Alan García, qui a dirigé le pays entre 1985 et 1990, s'était affiché durant la campagne comme le «sauveur» de la démocratie, assurant avoir «mûri» après un premier mandat désastreux sur le plan économique.

Candidat anti-système, M. Humala ne cachait pas son admiration pour le chef d'Etat vénézuélien Hugo Chavez, «bête noire» de Washington, dont il avait reçu le bruyant soutien. Se mêlant constamment à la campagne, le président Chavez avait insulté Alan García, le traitant de «voleur», «raté», «truand» et «corrompu».

M. Chavez avait encore demandé hier à Caracas lors de son émission dominicale *Allô Président* que «Dieu apporte la sagesse aux Péruviens afin qu'ils retrouvent le chemin de la dignité».

Le Pérou présente une croissance exceptionnelle de 7 %, et même 10 % en mars 2006, mais aussi un lourd déficit social dans un pays où plus de la moitié de la population est pauvre et plusieurs millions manquent d'eau et d'électricité.

Son programme de nationalisation des «secteurs stratégiques» comme les mines et les hydrocarbures, principale richesse de ce pays de 27 millions d'habitants, inquiétait notamment les milieux économiques.

Agence France-Presse

DÉSERT

SUITE DE LA PAGE B 1

«Des animaux et des plantes sauvages constituent de nouvelles sources pour la recherche pharmaceutique, des produits industriels et l'agriculture», indique le PNUÉ.

Le Nipa, une herbe récoltée par le peuple Cocopahs dans le désert du nord-ouest du Mexique a des rendements importants de graines de la taille du blé.

Des plantes découvertes dans le désert du Neguev en Israël peuvent aider à lutter contre le cancer et le paludisme. D'autres, trouvées au Maroc, en Arizona et en Argentine, ont également des propriétés médicinales.

Agence France-Presse

Nouveau report des nominations des ministres de la sécurité en Irak

AMMAR KARIM

Bagdad — Les nominations très attendues des ministres de l'Intérieur et de la Défense irakiens ont été une nouvelle fois reportées hier, alors que 32 personnes ont trouvé la mort dans plusieurs attaques au pays.

Les quatre ressortissants russes enlevés samedi à Bagdad n'ont pas été libérés comme annoncé par la télévision publique Iraqia, tandis que le chef de la diplomatie, Hoshiyar Zebari, a assuré que son pays faisait tout pour obtenir leur libération, selon le ministère russe des Affaires étrangères.

Lors d'une conversation téléphonique avec le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Alexandre Saltanov, M. Zebari a assuré que les autorités irakiennes «menaient des efforts actifs pour parvenir à la libération la plus rapide possible des quatre collaborateurs de l'ambassade de Russie».

Un employé russe de l'ambassade a été tué et quatre ont été enlevés par des hommes armés, samedi après-midi, dans le quartier de Mansour, dans l'ouest de Bagdad.

Sur le plan politique, le premier ministre, Nouri al-Maliki, n'a pas pu une nouvelle fois honorer une date limite qu'il s'était fixée pour la nomination des ministres de l'Intérieur et de la Défense, qui devaient être présentés hier pour investiture au Parlement.

«Nous avons décidé de reporter la session d'aujourd'hui, pour donner plus de temps au premier ministre pour trouver le meilleur candidat susceptible de faire l'objet d'un consensus», a déclaré à la presse cheikh Khaled al-Attia, vice-président du Parlement.

La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, s'est pourtant voulue rassurante en déclarant que ce serait fait «dans les prochains jours».

«L'important, c'est qu'ils fassent cela bien. Et quand ils l'auront fait, et ils vont le faire, tout le monde oubliera le temps que cela leur aura pris. Ce qui compte, c'est qu'ils aient les ministres les plus forts et les plus intégrés», a-t-elle à Fox.

Sur le terrain, 32 personnes ont été tuées hier dans des attaques, a-t-on appris auprès de plusieurs sources de sécurité. Samedi, 57 personnes avaient trouvé la mort dans des violences, dont une quaran-

taine dans la deuxième ville du pays, Bassorah, pourtant placée sous état d'urgence.

L'attaque la plus sanglante hier a coûté la vie à 20 personnes et a eu lieu au nord de Bagdad où des hommes armés ont établi un faux barrage près du village d'Ayn Layla. Ils ont arrêté plusieurs minibus, ont fait descendre leurs occupants et les ont abattus.

Par ailleurs, l'armée américaine a annoncé avoir tué par erreur trois civils irakiens lors d'un tir d'entraînement de l'artillerie au nord de Bagdad vendredi. Les corps de vingt personnes ont été découverts à Bagdad, dont sept, sommairement enterrés, présentant des traces de torture et de balles.

D'autre part, l'armée américaine a annoncé hier qu'un de ses soldats a été tué au combat samedi à l'ouest de Bagdad.

Enfin, la Ligue arabe a condamné le massacre présumé de civils irakiens par des soldats américains, au lendemain des conclusions d'une enquête américaine blanchissant les soldats d'un massacre le 15 mars à Ishaqi, au nord de Bagdad.

Agence France-Presse

HAMAS

SUITE DE LA PAGE B 1

dans la bande de Gaza. Trois personnes sont mortes et quatre ont été blessées, dont une grièvement, lors d'affrontements armés dans la bande de Gaza entre la force paramilitaire du Hamas et les membres d'une même famille. Les trois victimes étaient des passants. À Khan Younés, deux Palestiniens de 20 ans et 33 ans ont été tués et deux membres de leur famille, activistes du Hamas, ont été blessés par des tirs d'inconnus contre leur voiture.

«Une fenêtre d'espoir»

Pendant ce temps, le premier ministre israélien Ehoud Olmert a tenu son premier sommet avec le président égyptien Hosni Mubarak depuis son arri-

vue au pouvoir. La rencontre qui a eu lieu hier soir à Charm el-Cheikh, en Égypte, était consacrée à la possibilité d'une reprise des négociations de paix israélo-palestiniennes et au projet israélien de retrait unilatéral de Cisjordanie en cas d'échec de ces efforts de paix.

Lors de sa rencontre avec Hosni Mubarak à Charm el-Cheikh, Ehoud Olmert a jugé que ce premier sommet avait ouvert «une fenêtre d'espoir» pour la paix au Proche-Orient.

En conférence de presse commune avec le président Mubarak à l'issue de ce sommet dans la station balnéaire égyptienne, le premier ministre israélien a confirmé qu'il rencontrerait prochainement le président de l'Autorité palestinienne en vue d'une reprise des négociations sur la «feuille de route», le

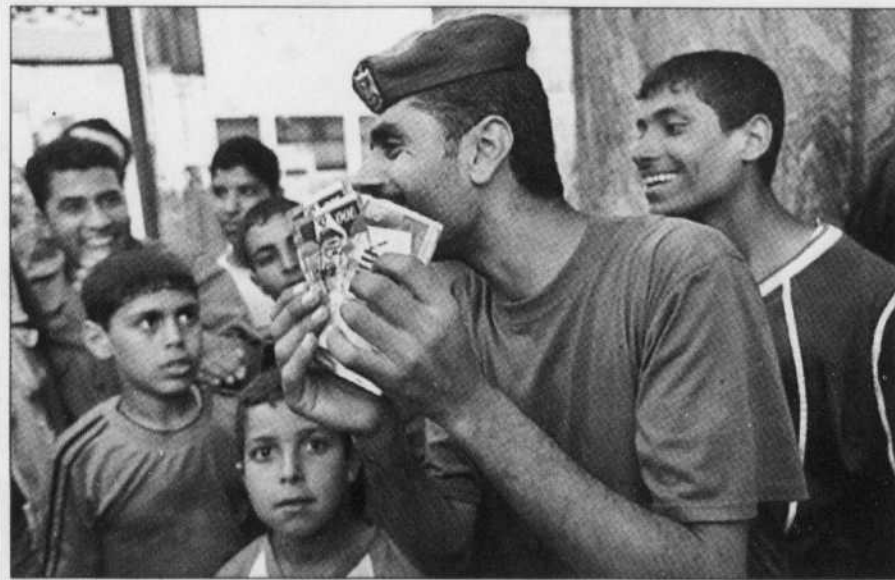
plan de paix de la communauté internationale.

Ehoud Olmert veut profiter de sa rencontre avec Mahmoud Abbas pour lui demander le respect par les Palestiniens de leurs engagements contenus dans la «feuille de route», comme le démantèlement des groupes violents.

Le chef du gouvernement israélien n'a pas fixé de date précise pour cette rencontre, premier sommet israélo-palestinien depuis février 2005. Toutefois, dans une interview publiée jeudi dans le quotidien israélien *Yediot Ahronot*, Ehoud Olmert avait annoncé son intention de rencontrer Mahmoud Abbas «vers la fin juin».

Associated Press avec l'AFP et Reuters

Une banque palestinienne commence à verser des salaires



AHMED JADALLAH REUTERS

C'était enfin jour de paie hier pour ce policier palestinien.

Gaza — Une banque palestinienne a commencé hier à payer les salaires d'une partie des fonctionnaires malgré les menaces de sanctions contre les institutions traitant avec le gouvernement dirigé par le Hamas, ont rapporté des témoins.

La Banque de Palestine a déclaré dans un communiqué que les fonctionnaires qui possédaient un compte chez elle et gagnaient au plus 1500 shekels par mois (325 \$), pouvaient aller retirer leur argent dans des distributeurs automatiques.

«Je ne croyais pas que les salaires puissent être à nouveau versés. Je n'y crois toujours pas», a déclaré le policier Mohamed al Qilani après avoir retiré son argent d'un distributeur de la Banque de Palestine dans la Bande de Gaza.

Les quelque 165 000 fonctionnaires palestiniens n'ont pas perçu

de salaire depuis au moins trois mois du fait de l'arrivée au pouvoir du mouvement islamiste Hamas, Israël et les pays occidentaux refusant de financer son gouvernement.

Revirement

Le revirement de la Banque de Palestine suit la décision des autres banques sur place qui ont accepté hier de payer les salaires sous la pression de plusieurs groupes armés palestiniens.

Les banques ont annoncé qu'elles accorderaient des prêts à taux zéro couvrant un mois de salaire aux fonctionnaires les moins rémunérés. En traitant directement avec les fonctionnaires, ces banques évitent par ailleurs les menaces de sanctions des pays occidentaux.

Reuters

Téléphone: 514 985-3322
Télécopieur: 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

INDOX REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES
100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00
Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.
Téléphone: 514-985-3322
Télécopieur: 514-985-3340
petitesannonces@ledevoir.com

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.
En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
176 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER
176 CHALET À LOUER
192 ON DEMANDE À LOUER
301 CEUVRES D'ART
307 LIVRES ET DISQUES
515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE
164 CONDOMINIUMS À LOUER
167 MEUBLÉS
169 QUÉBEC À LOUER
170 HORS FRONTIÈRES EUROPÉ À LOUER
169 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
176 CHALET À LOUER
597 RENCONTRES

Sudoku par Fabien Savary
Niveau de difficulté: MOYEN 0273
Solution du dernier numéro
SUDOKU: le logiciel 10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS
135 TERRAINS
160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
ESTRIE PRES DE MAGOG
132 CHALET À LOUER

